



La politique de caste et du «mérite»: les travailleurs indiens doivent rejeter le faux débat sur les places réservées

Par [Kranti Kumara](#) et [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2006

WSWS.org 31 mai 2006

Région : [Asie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),

[Économie](#)

Les projets de l'Alliance progressiste unie (APU) d'augmenter le nombre de places réservées aux castes dans les universités financées par le gouvernement central, y compris une série d'écoles professionnelles d'élite, ont déclenché des protestations d'un très grand nombre d'étudiants et provoqué un tollé chez la grande entreprise et les médias. Des médecins à Delhi, Mumbai et d'autres villes ont fait des grèves surprises en appui aux étudiants et l'Association médicale indienne a joint sa voix aux manifestations.

Au début d'avril, le ministre du Développement des ressources humaines, Arjun Singh, a annoncé que l'APU, dirigée par le parti du Congrès, prévoyait réserver 27 pour cent des places d'entrée à l'Institut indien des sciences médicales (IISM), à l'Institut indien de technologie (IIT), à l'Institut indien de gestion (IIG) ainsi qu'à d'autres universités financées par le gouvernement central, et ce, exclusivement pour les candidats provenant des «Autres classes arriérées» (ACA).

Les ACA constituent une agglomération définie par l'État de groupements de castes, ou jati, qui ont été traditionnellement perçues comme socialement inférieures par les hindous brahmanes ou les castes supérieurs et qui avaient été identifiées comme arriérées du point de vue socio-économique dans les années 1970. Elles constituent environ 52 pour cent de la population de l'Inde qui totalise 1,1 milliard de personnes.

Le terme «autres» les distingue des «castes répertoriées» (les Intouchables ou Dalits) et des «tribus répertoriées», qui représentent ensemble environ le quart de la population totale de l'Inde. Près de soixante ans après que l'État indien eut officiellement décrété l'égalité légale des castes répertoriées et des tribus répertoriées (CR et TR), la grande majorité vit toujours dans une pauvreté noire, et elle forme une partie largement disproportionnée des sans terres et des analphabètes de l'Inde.

Les 27 pour cent de places réservées proposées pour les ACA seraient ajoutées au quota de 22,5 pour cent, qui existe depuis longtemps, des places d'entrée réservées aux candidats des CR et des TR. Si ces nouvelles places réservées étaient implémentées, 49,5 pour cent de toutes les places des universités financées par le gouvernement central, celles considérées comme les meilleures au pays, seront sujettes à être «réservées», le terme indien pour des programmes obligatoires de discrimination positive.

Pour essayer de calmer l'opposition à l'accroissement des places réservées, le gouvernement de l'APU a annoncé mardi dernier qu'il augmenterait le nombre total de places disponibles pour les étudiants afin d'assurer que le nombre de places qui ne sont pas sujettes à être réservées ne diminue pas. Cela nécessitera une augmentation du nombre total de places disponibles d'environ 50 pour cent.

Malgré ses propres affirmations répétées qu'il est sous d'importantes pressions financières, le gouvernement déclare qu'il peut trouver l'argent pour financer ce développement, soit une dépense initiale de \$1,7 milliard et une dépense annuelle de \$500 millions. Cependant, les administrateurs des universités sont en grande majorité contre ce développement. Ils affirment que, même avec le financement supplémentaire, ils ne seront pas en mesure de trouver le personnel formé et de développer les infrastructures nécessaires (auberges de jeunesse, laboratoires, etc.) pour s'occuper d'un afflux si grand et si soudain d'étudiants.

Le gouvernement a aussi annoncé mardi que la loi cautionnant le développement des places réservées sera présentée à la prochaine séance du parlement et que le quota d'admission de 27 pour cent pour les ACA entrera en vigueur en juin 2007.

Selon la presse, le Front de gauche, mené par le Parti communiste d'Inde (marxiste), a joué un rôle majeur en convaincant le gouvernement de l'APU de ne pas reculer face aux protestations et d'y aller rapidement avec l'implémentation des places réservées aux ACA dans les universités financées par le gouvernement central. Les annonces de mardi ont eu lieu à la suite d'une longue réunion du Comité de coordination de l'APU et du Front de gauche. Même s'il est formellement à l'extérieur de l'APU, le Front de gauche a appuyé le gouvernement de l'APU au parlement au cours des deux dernières années.

Le gouvernement et le Front de Gauche prétendent que l'augmentation des places réservées aux ACA dans les universités financées par le gouvernement représente une avancée pour la justice sociale et un coup porté aux privilèges de caste. C'est une fraude cynique.

En fait, l'augmentation des places réservées a pour but de donner une couverture populiste à la mise en oeuvre de réformes socioéconomiques néo-libérales, qui ont eu un impact catastrophique sur des millions d'Indiens, y compris la vaste majorité des ACA.

Alors que les entreprises indiennes et les sections les plus privilégiées de la classe moyenne ont bénéficié de la transformation de l'Inde en site offrant une main-d'oeuvre pas chère et des opérations de recherche et développement pour une production ciblant le marché global, les travailleurs indiens ont vu leur niveau de vie ravagé par la privatisation, la déréglementation, la destruction des services publics et la chute des prix agricoles. La semaine dernière, le gouvernement admettait que plus de 111.000 paysans se sont suicidés en raison de leur endettement entre 1993 et 2003.

De plus, l'augmentation des places réservées renforce les divisions de caste et, comme en atteste la montée des manifestations pour et contre, menace de détourner la colère contre le manque d'emplois, l'insécurité économique et les inégalités sociales dans le cul-de-sac des conflits de caste.

Il est incontestable que les ACA sont victimes de discrimination et représentées de façon disproportionnée parmi les plus socialement désavantagés. La nouvelle proposition de places réservées ne va toutefois profiter qu'à une infime minorité. La controverse actuelle

ne concerne pas plus que 25.000 places à l'université par année.

La fraude de la «méritocratie»

Les arguments avancés par ceux qui mènent l'agitation contre les plans gouvernementaux d'augmenter les places réservées, à savoir qu'ils s'opposent à la politique de caste et sont les tenants du mérite, sont tout aussi frauduleux et réactionnaires.

Bien qu'une frange des députés du Bharatiya Janata Party (BJP) se soit associée aux protestations étudiantes, l'opposition officielle suprématiste hindoue a, jusqu'ici au moins, tacitement soutenu le gouvernement sur la question des places réservées. Ce ne sont pas les politiciens de l'opposition, mais les médias officiels et la grande entreprise qui ont mené la charge contre les places réservées.

L'élite économique de l'Inde s'identifie instinctivement aux étudiants contestataires, qui viennent généralement des couches les plus privilégiées de la société indienne, et résistent à des mesures gouvernementales qui pourraient avoir un effet sur les instituts qui lui fournissent le gros de son personnel professionnel. Mais sa raison principale pour encourager les contestataires étudiants est de s'assurer que le gouvernement n'applique pas sa menace d'étendre le régime de places réservées au secteur privé si le milieu des affaires ne mettait pas rapidement en place un programme volontaire de discrimination positive basée sur les castes.

Le mois dernier, en donnant sa première conférence de presse comme président de la Confédération de l'industrie indienne (CII), R. Seshasayee a déclaré: «Un système obligatoire de places réservées ne favorise pas la compétitivité de l'industrie. Ce n'est pas acceptable.»

Le milieu des affaires ne veut pas des coûts additionnels reliés à l'instauration des places réservées. Fait tout aussi important, il s'oppose à toute intervention de l'État dans ce qu'il considère comme la prérogative du propriétaire privé.

Tandis que la grande entreprise prétend soutenir le principe du mérite, ce qu'elle soutient c'est le caractère inégalitaire et socialement régressif si flagrant du capitalisme indien, capitalisme qui associe les injustices du libre marché à l'héritage de l'oppression impérialiste et de caste.

Les horribles inégalités de l'ordre social actuel, un ordre qui nie à la majorité des Indiens un toit décent, de l'eau potable et trois repas par jour, sans parler d'une égalité des chances, sont évidentes dans le système d'éducation de l'Inde. Six décennies après l'indépendance de l'Inde, on ne peut pas dire qu'il existe un système public d'éducation tellement est déplorable l'éducation qu'offre les écoles publiques. Malgré l'importance du sacrifice que cela représente, même les travailleurs et les paysans envoient leurs enfants, toutes les fois que c'est possible, à l'école privée.

En conséquence de la pauvreté et du manque d'écoles publiques décentes, des millions de personnes ne finissent jamais leur éducation primaire. Selon les propres chiffres du gouvernement, en 2001, près de 35 pour cent de tous les Indiens et 50 pour cent de toutes les femmes sont illettrés.

Mois d'un pour cent de la population de l'Inde, soit 10 millions de personnes, est présentement inscrit dans un collège ou une institution post-secondaire. Mais la qualité de

l'éducation dans ces institutions varie beaucoup. Beaucoup sont mal financées et n'ont pas l'infrastructure nécessaire. Beaucoup de diplômés, sauf ceux de l'élite des universités, n'arrivent pas à trouver des emplois décentes. C'est ce qui explique le désespoir, même chez les jeunes provenant de la classe moyenne aisée, de ne pouvoir aller dans les meilleures écoles et l'intensité des manifestations actuelles.

On parle beaucoup du mérite des étudiants qui ont réussi à obtenir une place dans une institution parmi les mieux cotées. Étant donné qu'à peine un à trois pour cent des centaines de milliers de jeunes qui tentent chaque année d'obtenir une place en passant les examens d'entrée, ils sont assurément très talentueux. Mais même le Times of India, qui a appuyé les manifestations contre les places réservées, a dû concéder que très peu pouvaient réussir l'examen sans beaucoup de cours particuliers et que le coût de cette instruction particulière était prohibitif pour ceux qui ne viennent pas d'une famille riche.

Alors que la grande entreprise se présente maintenant comme opposée aux castes, elle est prête à promouvoir l'Inde comme étant la démocratie la plus peuplée malgré la violence de caste sur une base régulière contre les Dalits dans la plus grande partie de l'Inde aussi bien que la relégation de la majorité des Dalits, des membres de tribus et de beaucoup d'autres Indiens à la simple subsistance. De plus, la classe dirigeante de l'Inde a subventionné et continue à faire la promotion des partis de castes et des partis communautaristes, y compris le BJP, un parti suprématiste hindou, et a incorporé les catégories des castes dans ses formes de pouvoir.

Les places réservées: pilier de l'ordre bourgeois

Les places réservées ont été introduites par l'État colonial britannique comme un moyen parmi d'autres de cultiver différentes élites petites-bourgeoises pour renforcer son régime contre le mouvement nationaliste naissant.

Même si le Congrès national indien, un parti bourgeois, a organisé des mouvements de masse contrôlés contre les Britanniques, en bout de piste, il s'est entendu avec les dirigeants coloniaux de l'Inde et fait avorter la lutte anti-impérialiste. Comme partie de cet avortement, il a adopté un système de places réservées aux Dalits et aux membres de tribus pour les sièges du Parlement, les emplois gouvernementaux et les universités, tout en instituant une modeste réforme agraire qui a retiré leurs privilèges aux propriétaires terriens, mais n'a essentiellement pas touché aux racines de l'oppression de caste qui s'exprime dans l'inégalité historique des rapports terriens en Inde.

Soixante ans de places réservées depuis l'indépendance n'ont pas réussi à sortir l'immense majorité des Dalits et des membres de tribus de la pauvreté, mais par contre, une couche petite-bourgeoise s'est développée qui, avec zèle, fait la promotion de l'identité et de la politique de caste, tout en défendant au même temps l'ordre social capitaliste.

Un processus similaire a pris place avec les ACA, même si la pression pour qu'une telle caste soit définie est apparue beaucoup plus tard et a été alimentée, d'un côté, par la crise se développant dans la période après l'indépendance du projet de développement économique national du Congrès, et de l'autre, par le développement d'une couche relativement petite mais politiquement influente des anciens fermiers prospères.

C'est le gouvernement du Parti Janata, une coalition qui a uni les éléments dissidents du Congrès, des sociaux-démocrates et de la droite suprématiste hindoue et est arrivée au

pouvoir après qu'Indira Gandhi eût cherché à contenir le mécontentement social grandissant au moyen de méthodes autoritaires telle que sa loi d'Urgence. En vertu de cette dernière, une commission a été instituée qui devait étudier quelles mesures devaient être prises pour améliorer les conditions des «classes arriérées au sens social et éducatif», un groupe principalement défini par les castes jati et varna.

Se basant sur le recensement de 1931 (l'État indien dit séculaire ayant cessé de compiler des informations sur les affiliations de caste), la Commission Mandal a identifié 3.743 jati appartenant aux Classes arriérées au sens social et éducatif, groupement connu dans la langue populaire comme les ACA. Plus tard le gouvernement a établi une bureaucratie permanente, appelée Commission nationale pour les classes arriérées, avec le mandat de mettre périodiquement à jour ce registre des castes.

Le gouvernement Janata a perdu le pouvoir avant que la Commission Mandal ait déposé son rapport final. Mais en 1989, dans un contexte où l'économie nationale règlementée et protégée de l'Inde s'enfonçait dans la crise, le gouvernement de Front national du rénégat du Congrès V. P. Singh s'est emparé d'une des propositions de Mandal, celle de réserver 27 pour cent des places au gouvernement central pour des ACA, afin de donner du lustre aux prétentions de son gouvernement à être une alternative plébéienne, même socialiste, au Parti du Congrès.

La question des places réservées est rapidement devenue une cause célèbre pour les Partis communistes staliniens, qui ont joint leurs forces à V.P. Singh et à divers partis pour se proclamer les représentants des castes inférieures dans leurs efforts pour faire réserver des places aux ACA. Pendant ce temps, des étudiants, appuyés par une partie des médias, ont orchestré de bruyantes protestations contre les places réservées.

Dans ce contexte, le BJP, qui prône la suprématie hindoue, s'est mis de l'avant pour exploiter les craintes et préjugés de la classe moyenne et des familles traditionnellement répertoriées dans les castes supérieures, en revendiquant au nom de l'unité hindoue/nationale la construction d'un temple en l'honneur du dieu hindou Ram sur l'emplacement d'une mosquée célèbre à Ayodhya. Cette agitation a mené à la démolition de la mosquée de Babri Masjid en décembre 1992 et à la pire violence communautariste anti-musulmane depuis la partition du sous-continent en 1947.

La politique officielle du début des années 1990 a été dominée par les troubles communautaristes et de caste encouragés par l'agitation autour du rapport Mandal et de Babri Masjid. Pendant ce temps, la classe dirigeante indienne a réussi, avec la complicité des staliniens, à échapper aux conséquences potentiellement révolutionnaires de l'effondrement de sa stratégie de développement national. Dans une réorientation stratégique majeure, elle a oeuvré à intégrer pleinement l'Inde à l'économie capitaliste mondiale afin d'en faire un havre de main-d'oeuvre à bon marché pour le capital international.

De façon similaire, le gouvernement APU met de l'avant la question des places réservées, dans une période de crise sociale aiguë, pour se donner une apparence populiste alors qu'il poursuit un programme socio-économique aux conséquences incendiaires pour la grande majorité de la population de l'Inde.

Et une fois de plus, il existe un grave danger que les staliniens permettent à la classe dirigeante indienne de détourner le mécontentement social de masse des travailleurs de

l'Inde dans des mobilisations suivant des lignes de caste, concentrées sur le rationnement des emplois et de l'accès à l'université, c'est-à-dire le rationnement de la misère créée par le capitalisme. Une telle politique épargne le programme de la grande entreprise et l'ordre social capitaliste et renforce les divisions de caste, permettant ainsi à la bourgeoisie de mettre en oeuvre sa politique néo-libérale, et au BJP ainsi qu'à d'autres forces d'extrême droite de se présenter frauduleusement aux classes moyennes rurales et urbaines comme étant leurs défenseurs.

Le World Socialist Web Site demande instamment aux travailleurs de l'Inde de ne pas tomber dans ce piège. Une lutte véritable contre l'oppression de caste n'est possible que par un mouvement mené par la classe ouvrière, mobilisant toutes les couches d'opprimés, indépendamment de la caste, de la religion ou de l'appartenance ethnique, contre le gouvernement APU et l'ordre social capitaliste.

La source originale de cet article est WSWS.org
Copyright © [Kranti Kumara](#) et [Keith Jones](#), WSWS.org, 2006

Articles Par : [Kranti Kumara](#) et
[Keith Jones](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca